

Changement climatique : une crise de l'homme ordinaire

Au fur et à mesure que l'année 2009 tire à sa fin, l'attention du monde est focalisée sur la Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique qui aura lieu en décembre dans la capitale danoise, Copenhague. L'échec des leaders du monde de convenir sur la voie à suivre peut assener un coup dur à l'avenir des pays en développement surtout en Afrique où les populations souffrent déjà des impacts du changement climatique, écrit *Kwesi W. Obeng.

En septembre 2009, les pluies diluviennes à travers la zone sahélienne de l'Afrique de l'Ouest a fait de nombreuses victimes, déplacé des centaines de personnes et détruit des champs et des infrastructures – appauvrissant davantage de familles - suite à la crise financière mondiale débilatante et au marasme économique.

En 2007 – 2008, des inondations massives ont balayé tout le milieu de l'Afrique – du Sénégal à l'ouest à l'Ouganda à l'Ouest et ont causé la mort des centaines de personnes, submergé des communautés toute entière, détruite des stocks de cultures de rente, des terres cultivées et des bétails.

Plus tôt en 2000, les pluies torrentielles accompagnées de crues et des glissements de terrain ont submergé les andins de la partie australe du continent. Au Mozambique, un état en situation de post conflit, par exemple, les inondations ont coûté au pays plus de 500 millions de \$EU. Une décennie plus tard, le Mozambique ne s'est pas encore remis de cette catastrophe. Les crises de gouvernance au Zimbabwe ont été aggravées en partie par les sécheresses qui ont suivi les inondations de l'an 2000.

Actuellement des millions de personnes dans la Corne de l'Afrique, en Afrique de l'Ouest et du Sud ont besoin d'aide alimentaire d'urgence en raison d'une combinaison de facteurs, notamment, les mauvaises récoltes, les sécheresses et les mauvaises politiques nationales. Les rivières, les fleuves et les lacs qui soutiennent les communautés et la vaste population de faunes de l'Afrique de l'Est ont tari ou ont atteint des niveaux dangereux.

Les trois fleuves les plus importants du Kenya – Makalia, Nderit et Njoro- qui alimentent le fameux Lac Nakura ont tari. D'autres fleuves, y compris le Mara, le Sondu et le Perkerra, qui est reconnu pour ses projets d'irrigation dans les zones arides du Lac Baringo, sont sur le point d'extinction.

Les autorités kenyanes sont maintenant obligées de dépenser des milliers de dollars par an pour fournir de l'eau potable à partir du parc national de Nakuru, un site important d'attraction touristique en Afrique. Certes, cette mesure n'est pas soutenable. Le Lac Volta du Ghana qui fournit environ 80% de l'électricité du pays se rétrécit depuis de nombreuses années. La diminution de la taille du tout important fleuve Niger, qui est de loin le fleuve le plus important de l'Afrique de l'Ouest met en danger les moyens de subsistance des millions de personnes en Guinée, au Mali, au Niger, au Bénin et au Nigeria.

Tant d'autres cours d'eau qui traversent l'Afrique subsaharienne sont à des niveaux dangereusement faibles. Le Mont Kilimandjaro avec son icône de neige et son chapeau de glace perdrait sa couronne en moins de deux décennies.

Pire

Le pire n'est pas encore venu, prévient le Rapport de 2010 sur le Développement dans le monde. Dans ce rapport intitulé « Développement et Changement Climatique », la Banque mondiale peint un avenir lugubre pour le monde si les leaders du monde et d'autres décideurs ne parviennent pas à prendre des mesures drastiques dès à présent pour empêcher une détérioration plus poussée de notre planète à cause du réchauffement mondial. Ce n'est que l'un des nombreux rapports qui mettent en relief les impacts dangereux du changement climatique sur l'environnement et les êtres humains.

Tant d'autres rapports, y compris les études menées par le Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique (IPCC), l'Organisation sur l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) et l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE) indiquent que le changement climatique a déjà des impacts mortels sur les pays en développement surtout en Afrique où les indicateurs de développement humain étaient sur la bonne trajectoire jusqu'à ce que ne commence la crise financière au milieu de l'année 2008.

Le changement climatique est un phénomène mondial mais compte tenu de la situation particulière de sous développement de l'Afrique, du manque de ressources financières et technologiques pour atténuer ou pour s'adapter à ces changements climatiques dangereux, le continent sera le plus durement touché si la détérioration du climat dans le monde demeure sur cette même voie.

Selon l'ONU, l'Afrique, l'Asie, et l'Amérique Latine peuvent enregistrer un déclin de 40% dans la productivité agricole potentielle si les températures augmentent de plus de 2 degrés Celsius.

En fait, elles auraient contribué au réchauffement mondial mais les pays en développement en général vont en souffrir de manière disproportionnée.

Impasse

La science du changement climatique a évolué considérablement dans les années récentes. Et à la veille du sommet de l'ONU prévu pour décembre à Copenhague, quelques-unes des questions prioritaires à controverse sont le coût d'adaptation, qui prend en charge quoi et quels sont les pays qui doivent arrêter ou réduire considérablement les émissions des gaz à effets de serre pour protéger le monde contre les pires forme de réchauffement mondial.

L'inaction vis-à-vis le changement climatique, comme le soulignent d'innombrables rapports, n'est pas une option. Cependant, l'adaptation aux impacts du changement climatique serait couteuse et étouffante pour les pays en développement.

Le Rapport sur le Développement dans le Monde 2010 de la Banque mondiale prévient que même une augmentation de 2 degrés Celsius peut mettre en danger les efforts de développement surtout en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Les pays en développement dépenseront entre 75 milliards de \$EU et 100 milliards de \$EU par an entre 2010 et 2050 pour s'adapter au changement climatique engendré par une augmentation de la température de 2 degrés, déclare le RDM 2010 et l'économie de l'Adaptation au Changement Climatique, une autre étude de la Banque mondiale.

Les pays développés aussi doivent investir environ 400 milliards de \$EU par an d'ici 2030 pour aider les pays en développement à atténuer les effets du changement climatique grâce à l'adoption des technologies économes en carbone plus efficaces.

C'est l'une des avertissements les plus clairs de la Banque mondiale que les pays en développement seront sévèrement touchés par le changement climatique si le monde manque d'agir de manière décisive, rapide et audacieuse.

Face à la perspective des coûts supplémentaires énormes d'infrastructure ainsi qu'à la sécheresse, aux maladies et des réductions sensibles de la productivité agricole, les pays en développement doivent se préparer pour les conséquences potentielles d'un changement climatique non maîtrisé, dit Katherine Sierra, la Vice présidente de la Banque mondiale chargé du développement durable.

Par contre, la majorité des pays en développement ne sont pas convaincus que des décisions et des engagements justes seront pris à Copenhague par les pays riches. Lors d'une réunion préparatoire tenue à Bangkok en Thaïlande en octobre sous les auspices de l'ONU, l'envoyé spécial du Premier Ministre de l'Inde sur le changement climatique, Shyram Saram a réprimandé les pays développés pour leur égoïsme et leur avidité.

Absence d'équité

L'envoyé indien a dit, « ils ne parlent pas d'équité, ils ne parlent que des moyens de protéger leur mode de vie... les pays industrialisés ne cessent de faire remarquer comment les vastes populations de la Chine et de l'Inde épuisent les ressources du monde. Je me rappelle que lors qu'ils ont fait ces mêmes propos, un délégué africain a pris la parole et a cité un rapport de la Banque mondiale pour démontrer qu'un enfant américain ou européen utilise trente fois les ressources qu'utilise un enfant africain ».

Selon Sarah, le problème est que personne ne réfute ces points. Si quelqu'un me dit que j'ai tort là je peux avoir une discussion. Mais personne ne répond, ils ignorent tout simplement ce que nous disons et poursuivent leur agenda.

Le RDM 2010, estime les investissements d'atténuation mondiale à entre 260 milliards de \$EU et 1,2 trillion de dollars EU d'ici 2020. Il s'agit d'une somme importante à court terme mais elle n'est certainement pas prohibitive, déclare le rapport. Ce montant est équivalent à 3% des dépenses d'investissement actuels dans le monde et environ 0,2% du PIB mondial en 2030.

« La croissance économique est la forme la plus puissante d'adaptation, cependant on ne doit pas maintenir le statu quo. L'adaptation réduit l'impact du changement climatique mais elle n'aborde pas ses causes. Il n'y a pas de substitut à l'atténuation pour réduire les risques dangereux, a déclaré Warren Evans, Directeur du Département de l'Environnement de la Banque Mondiale, dans un communiqué de presse émis par la Banque en prévision de la réunion de Bangkok sur le changement climatique.

Assurance

« Les incertitudes à propos des pertes potentielles associées au changement climatique et la possibilité des risques catastrophiques peuvent bien justifier l'action précoce et plus agressive plutôt qu'une simple analyse cout-bénéfice aurait suggéré. Mieux encore, selon le rapport, le coût colossal d'adaptation et d'atténuation peut être considéré comme « une prime d'assurance » pour contenir le changement climatique dans une bande sauve.

Les leaders du monde se réuniront dans la capitale danoise de Copenhague en décembre pour déterminer de nouveaux objectifs pour maîtriser le changement climatique et trouver un successeur au Protocole de Kyoto.

Jusqu'à 70% de la population de l'Afrique Sub Saharienne dépend de l'agriculture. L'agriculture de la région est largement tributaire de la pluie. C'est précisément pour cette raison que l'Afrique Sub Saharienne serait la plus durement touchée par le réchauffement mondial. Ensemble, les 63 bassins hydrographiques de l'Afrique représentent 90% des ressources en eau de surface du continent.

Depuis les années 80, l'Afrique dépend de plus en plus des importations alimentaires, en partie, à cause de la libéralisation, la privatisation et la dérégulation effrénée de l'économie du continent et de la mauvaise gouvernance. En conséquence, la crise alimentaire qui s'est intensifiée à partir de 2007 a engendrés des émeutes violentes dans de nombreux pays sur le continent.

Cette situation est alarmante, a prévenu la FAO. Selon cet organisme de l'ONU, les importations représentaient plus de la moitié des approvisionnements de grains dans onze pays de l'Afrique Sub Saharienne – l'Angola, le Cap Vert, l'Erythrée, la Gambie, le Lesotho, le Liberia, la Mauritanie, le Sénégal, la Somalie, le Swaziland – entre 2005 et 2006. Dans sept autres pays à savoir, le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la RDC, le Ghana, la Guinée Bissau et le Mozambique, cette part varie entre 30 et 50%.

Bien que la dépendance des importations de grains a permis de maintenir les prix à des niveaux abordables, l'absence de la croissance de la production agricole qui a causé la flambée des prix en premier lieu, expose de nombreux pays à la volatilité sur les marchés internationaux, déclare la FAO dans un nouveau rapport sur « L'Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2009. Ce rapport est le dixième rapport de la FAO sur la faim dans le monde depuis le Sommet Mondial sur la Faim tenu en 1996.

Les prix des denrées alimentaires demeurent élevés. Ces menaces existantes peuvent s'aggraver compte tenu du rythme auquel les terres arables en Afrique sont accaparées par les pays étrangers et les sociétés multinationales pour produire des aliments et des cultures non comestibles de biocarburant tels le jatropha au profit de leur pays d'origine.

Si aucun facteur ne peut expliquer de manière adéquate l'évolution et l'ampleur des mouvements des prix alimentaires, il est également évident que la dépendance excessive de l'Afrique des importations de céréales et d'autres aliments tels que le riz et le maïs qu'on peut produire sur le continent expose la population croissante de l'Afrique aux conséquences de la moindre montée des prix sur le marché international occasionnée soit par le changement climatique ou la spéculation.

A titre d'exemple, de mi-juillet à décembre 2008, la hausse moyenne des prix du maïs à Nairobi et à Kampala est respectivement de 3,7 et 7,1% par rapport à un taux mensuel mondial de 4,3%, indique un autre rapport de la FAO sur *l'Etat des Marchés des Produits de Base Agricoles: la hausse des prix des denrées alimentaires et la crise alimentaire – les expériences et les leçons apprises.*

Au Ghana tout comme dans de nombreux pays africains, les pauvres sont les plus durement touchés. Evidemment, la situation est pire si le pays est pauvre et dépend des importations alimentaires. Le rapport de la FAO indique qu'au Ghana, en 2008, les

prix du maïs et du riz importé ont augmenté respectivement de 51% et de 43% respectivement en terme réels par rapport aux prix de 2007 et ont absorbé une grande proportion des revenus des ménages pauvres. L'impact a été atténué dans une certaine mesure par la diversité des repas ghanéens et le fait que le manioc qui n'est pas commercialisé sur le marché mondial représente le quart des prises de calories ; et la disponibilité du riz local. Cependant, les prix du manioc et du riz local ont augmenté de 2007 à 2008 respectivement de 26 et 33 pour cent.

Selon les estimations de la FAO, 1,02 milliards de personnes à travers le monde sont sous alimentés. Ce qui implique qu'il y a plus de personnes affamées dans le monde par rapport à 1970. La FAO tire depuis lors la sonnette d'alarme pour prévenir les leaders du monde la crise alimentaire qui devient de plus en plus grave ensemble avec la crise financière ainsi que les prévisions sombres des impacts du changement climatique sur l'agriculture et les moyens de subsistance dans les pays en développement peut décimer des populations toute entière et déclencher les conflits armés au sein et entre les pays dans l'hémisphère sud surtout en Afrique et en Asie.

Actuellement, la partie australe de l'Afrique de l'est se trouve dans l'étau des sécheresses pluriannuelles. Dans la corne de l'Afrique tout court, l'ONU prévient que 20 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire d'urgence. D'autres régions du monde allant de l'Australie au Midwest des Etats-Unis, les impacts du changement sont trop visibles pour être ignorés.

Absence d'accord

Présentée au départ comme un tournant crucial sur la route de la lutte contre le changement climatique pour empêcher le phénomène mondial d'aller hors contrôle, le Sommet de Copenhague peut ne pas en fin de compte répondre aux attentes.

Il devient de plus en plus évident plus que jamais qu'il n'y aura pas d'accord concret à Copenhague. Lors des derniers cycles de négociations officielles, tenue à Barcelone en Espagne, avant le sommet de Copenhague, les leaders de l'UE n'ont pas pu convenir du montant de l'aide qu'ils sont prêts à fournir aux pays en développement aux fins d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

Les négociateurs des Etats-Unis, de l'UE et de la Grande Bretagne ont dit qu'il était impossible de finaliser un accord applicable en décembre. Les officiels britanniques, par exemple, ont affirmé catégoriquement que ce que le sommet de Copenhague peut assurer ne serait qu'un engagement politique et non le successeur obligatoire du Protocole de Kyoto.

Les diplomates et d'autres négociateurs qui ont participé à la réunion de Barcelone étaient assez clairs qu'il faudra au moins une année de plus pour négocier un pacte successeur au Protocole de Kyoto et un délai plus long pour sa ratification par les gouvernements nationaux.

L'ONU a depuis lors confirmé qu'il n'aura pas d'accord définitif à Copenhague. « Très peu de progrès a été réalisé au titre des questions clés comme les objectifs d'émission et le financement qui permettrait aux pays en développement de réduire leurs émissions et de s'adapter au changement climatique », a dit le Directeur onusien chargé des pourparlers. « Sans ces deux pièces du jeu en place, nous ne pourrions pas conclure un accord. Les leaders les plus hauts placés doivent trouver ces deux pièces ».

Les pays en développement ont également menacé d'abandonner les pourparlers si les pays industrialisés ne s'engagent pas à opérer des réductions massives de leurs émissions des gaz effet de serre.

Malgré l'optimisme initial, il semble que les régions en développement, en particulier l'Afrique doivent rassembler toutes leurs forces pour faire face au pire en adoptant des mesures qui permettraient à leurs populations de s'adapter aux pires impacts de changements climatiques.

Si ce que plusieurs études décrivent comme impacts et effets potentiels du réchauffement mondial ne sont pas nécessairement nouveaux, leur intensité et l'absence de filet de sécurité en Afrique destiné à réduire leur fréquence et impacts désastreux pourraient aggraver le sort des millions de personnes sur le continent.

C'est dans ce contexte que, les activités effrénées destructives sur le plan environnemental telle que l'exploitation sans restriction du bois, et l'exploitation minières dans les réserves forestières et la surexploitation des écosystèmes fragiles tels que les zone humides et les bas fonds doivent cesser immédiatement si le continent compte se développer dans les décennies évidemment difficiles à venir.

Des fuites dans le toit couronné de l'Afrique

Selon les glaciologues et les climatologues, le changement climatique peut faire disparaître la neige et la glace légendaires qui coiffent le Mont Kilimanjaro en deux décennies. Le sommet de la plus haute et la plus élégante montagne de l'Afrique frôlent les nuages à une hauteur de 19 340 pieds. C'est encore un signe de plus de l'impact du changement climatique en Afrique.

Dans un nouveau rapport fondé sur l'analyse du noyau de la glace publié dans le journal Les Délibérations de l'Académie Nationale des Sciences, les scientifiques ont fait remarquer que pour la première fois dans presque 12 000 années, le mont le plus élevé de l'Afrique serait sans glace dès 2022 ou aussi tard que 2033.

85% de la couverture de glace disponible en 1912, a disparu et les 26% qui semblaient être en place en 2000 n'existe plus. Cette constatation a été faite un mois avant le Sommet du Changement Climatique dans la capitale danoise de Copenhague pour conclure un accord sur le changement climatique pour remplacer le Protocole de Kyoto qui expire en 2010.

Dans son documentaire intitulé « *Inconvenient Truth* » Al Gore l'ancien Vice Président des Etats-Unis a fait de la disparition de la neige sur le Mont le plus élevé de l'Afrique comme la pierre angulaire de sa campagne contre le réchauffement mondial. « En une décennie, il n'y aura plus de neige sur le Kilimandjaro ».

Les communautés qui vivent autour des plaines qui entourent le Mont Kilimandjaro dépendent de l'eau de la montagne pour les activités ménagères, l'irrigation et l'énergie hydroélectrique.

En Swahili le Kilimanjaro signifie « Mont brillant » mais avec le changement climatique au rythme actuel l'affleurement perdra son éclat pendant longtemps.

L'Afrique maintient fermement son programme relatif au changement climatique

La majorité des gens ne conteste pas les effets désastreux du changement climatique sur l'existence de l'homme, mais les négociations menant aux pourparlers sur le changement climatique, qui auront lieu à Copenhague montrent que, pour certains d'entre eux, en particulier ceux qui émettent le plus grand volume de carbone, à savoir les pays développés, c'est la politique et la manifestation du pouvoir comme d'habitude, écrit ***Cornelius Adedze**.

Les pourparlers préparatoires en prévision du Sommet des Nations unies qui se tiendra à Copenhague, ont encore une fois dévoilé le fossé net qui existe entre les pays nantis et les pays pauvres. Au milieu de toute cette opposition manifestée par le monde développé riche, l'Afrique, qui est une des nations les plus touchées par le changement climatique et l'une des plus pauvres, continue à maintenir sa revendication d'un bon arrangement à Copenhague.

De Kyoto en passant par Bali, de Bangkok à Barcelone, tout portait à croire qu'il serait difficile d'arriver à des arrangements visant à lutter contre les effets néfastes du changement climatique. Les pays développés, ayant comme chef de file les États-Unis d'Amérique, se sont opposés aux mesures exposées dans le nouvel accord qui affaiblit le Protocole de Kyoto.

Lors de la réunion sur le changement climatique qui s'est tenue à Bali en décembre 2007, on parlait de la possibilité de traiter avec les États-Unis qui constituent un obstacle majeur aux négociations, s'ils manquent de revenir au Protocole de Kyoto, comme un cas spécial par leur engagement spécial dans le cadre de la Convention relative au Climat, dont ils sont membres.

On s'attendait à ce que les pays développés « fassent connaître à l'heure qu'il est le niveau de leur engagement de réduire leurs émissions de gaz contribuant à l'effet de serre après 2012, lorsque la première période d'engagement du Protocole de Kyoto (PK) prend fin pour que la deuxième période puisse commencer en 2013 ». Mais jusqu'à présent, ils n'ont pas manifesté la volonté de s'engager à poursuivre la seconde période du Protocole de Kyoto. En effet, tout laisse à croire que certains d'entre eux veulent renoncer complètement au protocole. Le Protocole de Kyoto avait lié les pays développés aux engagements de réduire de façon collective leurs émissions de 5% d'ici à l'an 2012 (par rapport à 1990) pendant la première période. La réduction proposée après 2012 doit réduire le niveau des émissions de 25% à 40% d'ici à l'an 2020 (par rapport à 1990). Toutefois, les pourparlers se sont poursuivis depuis trois ans sans qu'aucun accord n'intervienne.

En ayant visiblement assez de ces pourparlers, les pays africains, les pays du G77 et la Chine prévoient l'échec du Sommet de Copenhague et, par extrapolation, du régime international du climat lui-même.

« Nous demandons aux pays développés qui ont souscrit au Protocole de Kyoto de maintenir leur position à l'égard du PK et d'entamer des négociations sérieuses pour arriver à une seconde période d'engagement », ont dit les pays du G77 et la Chine dans une déclaration publiée le 9 octobre.

« Nous considérons aussi que la rencontre de Copenhague connaîtra un échec désastreux si aucun résultat ne se dégage pas des engagements des pays développés pendant la seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto », ont-ils ajouté.

Afrique

Pour sa part, l'Afrique a déclaré, par l'intermédiaire du premier ministre de l'Ethiopie, Meles Zenawi, que la délégation africaine ne revendiquera pas d'indemnisation, mais luttera en faveur d'une action mondiale qui réduira l'impact d'un changement climatique. « Nous n'accepterons jamais un arrangement mondial qui ne limite pas au niveau équitable minimum le réchauffement de la planète, quel que soit le niveau d'indemnisation et d'assistance promises », a-t-il affirmé. Zenawi, élu par l'Union africaine comme chef de la délégation africaine à Copenhague, était soutenu par l'Ambassadeur Lumumba D'Aping du Soudan, président des pays du G77.

« L'Europe, le Japon et les Etats-Unis doivent vite trouver une solution qui allie leur réduction considérable des émissions à l'équité envers les pays en développement, en vue d'éviter le désastre à Copenhague », a-t-il dit.

Auparavant, Zenawi avait déclaré que, « si besoin est, nous sommes prêts à quitter toute négociation en signe de protestation, qui menace d'être un autre viol de notre continent », a-t-il dit ; une menace qui a été mise à exécution bien que brièvement à Barcelone lors des derniers pourparlers avant le sommet de Copenhague.

Selon le document conjoint de la prise de position de l'UA, les pays riches doivent réduire leurs émissions de gaz à l'effet de serre d'au moins 40% en-dessous des niveaux de 1990 d'ici à l'an 2020 et d'au moins 80% en-dessous des niveaux de 1990 d'ici à l'an 2050. L'Afrique a aussi demandé qu'un fonds d'adaptation au changement climatique mieux organisé de 67\$EU milliards par an soit mis en place d'ici à l'an 2020.

Jusqu'à présent, les pays développés ont promis en moyenne moins de 10%. Les Etats-Unis d'Amérique, le deuxième plus grand pollueur du monde, ont promis de réduire les émissions d'environ 4% des niveaux enregistrés en 1990, ou bien de 17% des niveaux enregistrés en 2005.

Pollueurs

Les parties au Protocole de Kyoto émettent actuellement environ 25% de tous les gaz à l'effet de serre. L'industrialisation rapide des pays émergents, comme la Chine et l'Inde, a été accompagnée d'un niveau élevé d'émissions. Le monde en développement contribue actuellement presque 50% de l'ensemble des émissions.

Le reste est en grande partie attribué aux Etats-Unis. La Chine est le plus grand pollueur qui émet 6,7 milliards de tonnes chaque année, soit 21,5 pour cent, suivi par les Etats-Unis avec 6,4 milliards de tonnes, soit 20 pour cent. Toutefois, chaque personne en Chine n'émet que 5,5 tonnes par rapport aux 21,5 tonnes qu'émet chaque citoyen américain.

Selon un article publié récemment dans le journal scientifique *Bio-géoscience*, l'Afrique tout entière n'émet que 3,7% des émissions dans le monde, y compris l'Afrique du Sud qui émet 1,5% du gaz carbonique dans le monde. L'émission de gaz carbonique du continent tout entier entre 1990 et 2004 était moins de la moitié des émissions de gaz carbonique du Royaume-Uni pendant cette période.

Compte tenu de ces statistiques stupéfiantes, les pays développés devaient s'engager au transfert de technologie vers les pays en développement sur la base des principes d'équité. L'Afrique a besoin d'environ 300\$EU milliards de soutien financier et de transfert technologique en vue d'atténuer l'impact du changement climatique, selon le document de prise de position de l'UA. Le continent exige que les États développés engagent 0,5 pour cent de leur PIB pour mettre en œuvre des actions en matière de changement climatique dans les pays en développement.

Financement

Les députés africains présents à la réunion de Nairobi, au Kenya, se sont associés au débat. Dans une déclaration publiée à l'issue de leur réunion, ils ont affirmé : « L'argent destiné au financement du changement climatique doit venir d'une autre source en complément (de l'aide au développement) et doit être mis à disposition sous forme de subventions et d'autres mécanismes et instruments financiers innovateurs », et que l'argent doit être engagé avant les pourparlers de Copenhague. Malheureusement, jusqu'ici cet engagement financier ne s'est pas matérialisé et il se peut qu'il ne soit pas réalisé.

Toutefois, les dirigeants africains estiment que la conclusion à l'avance d'un arrangement d'indemnisation évitera la répétition du cas du Protocole de Kyoto qui a vu le retrait de certaines nations riches de l'arrangement longtemps après que les nations en développement y avaient apposé leurs signatures.

Le danger auquel font face les pays africains à cause du changement climatique a été dûment noté par la Banque mondiale dans le Rapport sur le Développement du Monde de cette année. Mlle Marianne Fay, économiste principal de la Banque mondiale, a affirmé, au moment de la publication du rapport que :

« Les pays de l'Afrique sub-saharienne sont touchés de façon disproportionnée par le changement climatique à tel point qu'ils ont besoin davantage de soutien financier et technologique pour aider leurs populations vulnérables à s'adapter au changement climatique, tout en répondant aux besoins énergétiques urgents ».

Besoins

Les besoins de l'Afrique qui lui permettront de s'ajuster au changement climatique comprennent des technologies en teneur inférieure de carbone, des projets économes

en énergie et des technologies d'énergies renouvelables dont elle ne dispose pas jusqu'ici à cause du manque de financement et de l'incapacité d'obtenir les droits de propriété intellectuelle.

Une proposition de l'Union européenne d'augmenter le financement en faveur des actions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique pour les pays en développement a été aussi faite, mais on estime qu'elle imposera aux pays pauvres des dépenses peu réalistes. Cette proposition estime à 100 milliards d'Euro (à peu près 146\$EU milliards) le coût liés au changement climatique dans les pays pauvres d'ici à l'an 2020 et demande aux gouvernements des pays développés d'en contribuer par an entre 32\$EU milliards et 73\$EU milliards, l'UE s'engageant à contribuer entre 3\$EU milliards et 22\$EU milliards – les chiffres définitifs sont subordonnés à la qualité de l'arrangement en matière de climat qui sera réalisé à Copenhague en décembre. La proposition affirme que le reste de l'argent doit provenir des pays en développement eux-mêmes, qui doivent contribuer entre 20% et 40% du montant total, des marchés internationaux de carbone qui, selon la Commission, pourraient valoir jusqu'à 56\$EU milliards par an.

Un membre de l'équipe africaine de négociation, William Kojo Agyeman-Bonsu, pense que la proposition selon laquelle les pays pauvres doivent supporter 40% des coûts liés au changement climatique « n'est qu'une plaisanterie », comme si, touchée durement par le phénomène du changement climatique, l'Afrique contribue moins au problème. En effet, l'idée maîtresse de la position africaine de négociation est, au fond, le fait que l'Afrique joue un rôle presque négligeable dans les causes qui provoquent le changement climatique

Le premier ministre Zenawi souligne ce fait, d'où l'appel qu'il a lancé en faveur de l'adoption à Copenhague d'un accord soutenu, équitable et pratique, parce que « l'Afrique n'a rien contribué au réchauffement de la planète, mais le continent sera le plus touché par le changement climatique par rapport à d'autres continents ».

Une simple déclaration

Pour sa part, le président de l'Union africaine, Ping, dit que l'Afrique ne cherche une « simple déclaration », mais des mesures concrètes et pratiques susceptibles d'atténuer les présentes crises climatiques et de sauver le continent des catastrophes. « Cette menace met le continent non seulement en danger mais aussi notre vie même », a ajouté M. Ping.

Les groupes de la société civile africaine, à l'instar de la *Pan African Climate Justice Alliance (PACJA)*, ont demandé l'inclusion des négociations en vue de sauvegarder la vie et les moyens d'existence des communautés les plus vulnérables, dont la majorité se trouve en Afrique.

Le coordinateur de la PACJA, M. Mithika Mwenda, a exhorté les pays industrialisés à se mettre d'accord sur des réductions considérables des émissions à l'intérieur de

leurs pays et le transfert massif de technologie pour adaptation et transition au développement en teneur inférieure de carbone.

La PACJA a aussi condamné les efforts délibérés des pays développés de tuer le Protocole de Kyoto et l'assassinat effectif des espoirs nourris pour la justice climatique.

« Devons-nous permettre que de telles choses se reproduisent ? L'avenir des négociations sur le climat et, en effet, celui des populations vulnérables et de la planète ne peut pas être à la merci de la politique et des intérêts d'un État particulier. Nous ne pouvons pas permettre que l'ambition politique du régime climatique international soit compromise par des positions récalcitrantes », a dit M. Mithika.

Ils ont lancé un appel aux négociateurs des pays développés de mettre fin au jeu interminable de chaises musicales et de déplacement des poteaux par l'introduction de concepts nouveaux qui prêtent à confusion, tels qu'un accord politiquement contraignant ou des engagements politiques juridiquement contraignants qui ont été inventés pour semer la confusion pendant les négociations.

La PACJA a aussi demandé que les tentatives de l'UE et d'autres pays développés d'arriver à une déclaration à Copenhague par opposition à un Accord juridiquement contraignant post-2012 soient rejetées, en ajoutant que l'offre présentée n'est pas un bon arrangement ; donc les pays africains doivent le rejeter en tant que mauvais arrangement.

« Lors de la récente visite du président Obama en Chine, les Etats-Unis et la Chine ont promis de faire avancer le programme relatif au changement climatique. Selon Obama, Copenhague « va inclure les objectifs de réduction d'émissions des pays développés et les actions appropriées nationales d'atténuation mises en place par les pays en développement ». Tout laisse à croire qu'il y a eu du progrès au niveau de la rhétorique depuis Barcelone, mais le diable, dit-on, réside dans les détails. Copenhague peut donc sauver le monde ou, à l'instar de Kyoto, remettre l'action à un autre jour, ce qui est une probabilité, car on parle déjà d'une rencontre au Mexique en décembre 2010.

Quel que soit le résultat qui sera réalisé à Copenhague, l'Afrique doit maintenir fermement sa position pour se protéger de la sécheresse, des inondations éclaires et de la pauvreté qui en résulteront.

*Cornelius Adedze et Rédacteur d'African Agenda.

« Il ne faut pas tuer Kyoto », dit la société civile mondiale ».

Déclaration publiée par 51 groupes de la société civile à Barcelone

L'enjeu des négociations sur le changement climatique est la plus grande répartition de la richesse et des ressources entre les pays nantis et les pays pauvres dans l'histoire moderne. Les pays riches cherchent à annuler leurs dettes après avoir consommé l'espace atmosphérique de la Terre au lieu de les rembourser.

Pour réaliser cet objectif, ils cherchent à tuer le Protocole de Kyoto et à transférer la charge d'atténuation et d'adaptation au changement climatique aux pays en développement, tout en poursuivant leurs niveaux excessifs de consommation et de pollution.

Le Protocole de Kyoto ne prend pas fin en 2012. Les pays développés ont l'obligation juridique de prendre des engagements pour en atténuer les effets dans le cadre d'une seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto.

Nous, organisations mondiales de la société civile des pays développés et en développement, condamnons tous les efforts déployés par les pays développés pour mettre fin au Protocole de Kyoto, car cela risque de mener à une course à l'enfer.

Nous condamnons en outre l'apparente complicité de l'Union européenne, de la présidence danoise de la Conférence des Parties (CDP) et du Secrétariat du Cadre des Nations Unies sur la Convention relative au Changement Climatique (CNUCCC) dans la propagation de fausses informations sur le Protocole de Kyoto et les négociations, en cherchant à fusionner les deux négociations séparées en un « accord politique » à Copenhague.

Nous exprimons notre préoccupation à l'égard de la déclaration du premier ministre danois selon laquelle « Notre objectif final consiste à adopter un traité juridiquement contraignant au niveau international, lorsque le traité de Kyoto arrive à son terme en 2012 » [1]. Les déclarations inexactes du premier ministre danois à propos du Protocole de Kyoto reflètent clairement un préjugé contre les revendications des pays en développement en faveur de la poursuite du Protocole de Kyoto et sont inacceptables.

Nous exprimons en outre notre préoccupation à l'égard de l'appel lancé par l'Union européenne en faveur d'un unique instrument juridiquement contraignant.....qui renforce le Protocole de Kyoto et incorpore tous ses éléments essentiels, en tant que résultat du Sommet de Copenhague en décembre 2009 » [2]. L'Union européenne demande en effet la mise à terme du Protocole de Kyoto, en évitant leurs obligations juridiquement contraignantes pour se mettre d'accord sur une seconde période d'engagement après 2012.

Nous exprimons notre préoccupation à l'égard du fait que le Secrétariat du CNUCCC a publié des documents dont les contenus sont faux, en déclarant que « l'accord

juridiquement contraignant qui existe actuellement et qui régit les émissions de carbone, à savoir le Protocole de Kyoto, prend fin en 2012 » [3]. Par la propagation de fausses informations sur le Protocole de Kyoto, le Secrétariat évite sa responsabilité « de créer et de maintenir les conditions nécessaires pour la mise en œuvre précoce, effective et efficace du Protocole de Kyoto » [4], y compris la seconde période d'engagement, ce qui reflète un préjugé évident contre la position prise par les pays en développement.

Nous sommes solidaires avec les délégués africains qui, à cette réunion, ont cherché à axer les négociations sur les éléments essentiels des négociations du Protocole de Kyoto, à savoir les engagements des pays développés relatifs à la réduction des émissions au-delà de l'an 2012, et l'appel lancé aux parties de l'Annexe 1 de tenir leurs obligations actuelles, en mettant en œuvre le Protocole de Kyoto, au lieu de chercher à y mettre fin.

Les pays nantis compromettent la réussite du sommet, déclarent le G77 et la Chine

Préoccupés par leurs propres intérêts au dépens du bien général, les pays nantis ont effectivement compromis les pourparlers préparatoires de Barcelone, en prévision du sommet de Copenhague sur le climat en décembre, écrit ***Meena Raman**.

Les pays du Groupe de 77 et la Chine, pour la plupart, ont constaté très peu d'engagement de la part des pays développés pour faire avancer les négociations pendant les pourparlers de Barcelone qui viennent de se terminer dans le Cadre des Nations Unies sur la Convention relative au Changement Climatique (CNUCCC).

Plutôt, le Groupe a constaté que les pays développés se sont activement engagés en dehors du processus, compromettant ainsi en réalité les négociations du CNUCCC et étouffant ce qu'on attend du Sommet de Copenhague.

Voilà les observations finales faites à la séance de clôture de la Septième Session du Groupe de Travail *ad hoc* sur l'Action Coopérative à long terme (GTAACL) le 6 novembre. M. Michael Zammit Cutajar a présidé la session.

La prochaine session du GTAACL aura lieu à Copenhague, conjointement avec la 15^e Réunion de la Conférence des Parties (CP) du 7 au 18 décembre. Le GTAACL a été autorisé à Bali à conclure un accord et à prendre une décision à la 15^e réunion de la Conférence des Parties.

Intervenant au nom du G77 et de la Chine, Ambassadeur Ibrahim Mirghani du Soudan, a réaffirmé la position du Groupe selon laquelle le processus du CNUCCC, à ce stade critique, constitue l'unique forum légitime de ces négociations. Il a en outre condamné les tentatives de placer entre les mains d'un petit nombre de pays la détermination de l'issue convenue à Copenhague, qu'il soit au plus haut niveau politique. Le Groupe a exhorté les pays développés à mettre fin à de telles tentatives qui entraveront les efforts à déployer pour parvenir à un résultat équilibré, ambitieux, global et juridiquement contraignant. Le Groupe a aussi exprimé sa préoccupation face aux efforts déployés par certains pays d'exclure les négociations de la compétence du Sommet de Copenhague et de juger d'avance et de compromettre le processus mené dans le cadre de l'unique Convention juridiquement contraignante, en vue d'aborder le problème du changement climatique.

Le G77 et la Chine ont exprimé leur préoccupation face à des tentatives visant à minimiser le niveau d'ambition du résultat attendu du Sommet de Copenhague. Il a déploré 'les progrès lents réalisés pendant cette session à Barcelone, malgré les efforts soutenus déployés par le Groupe de s'engager pleinement et de façon constructive et de bonne foi dans des négociations de fond menant à un résultat équitable, juste et ambitieux à Copenhague. Il a confirmé sa compréhension selon laquelle le travail qui

a été fait à Barcelone sera accepté au moment où il participe à la huitième session de l'AWC-LCA à Copenhague.

Le Groupe a fermement maintenu sa position sur les deux voies de parallèles de négociations (de l'AWC-LCA et du Groupe de Travail *ad hoc* sur d'autres engagements pour les Parties à l'Annexe I dans le cadre du Protocole de Kyoto dans ce processus sans exporter les parties vitales de l'autre, à savoir le Protocole de Kyoto, dans l'autre, à savoir la Convention, affaiblissant ainsi le principe de responsabilités communes mais différenciées et, en ce faisant niant les responsabilités historiques.

Le Groupe prévoit une issue qui doit inclure un accord bien fondé sur des objectifs ambitieux de réduction, signé par les pays développés qui ne sont pas parties au Protocole de Kyoto et sur les moyens de mise en œuvre (du CNUCCC). Le Groupe prévoit un mécanisme financier efficace sous l'autorité de la Conférence des Parties pour la mise en œuvre des engagements liés à la mise à disposition des ressources financières ; un mécanisme efficace pour la mise au point et le transfert de technologie et un arrangement institutionnel pour assurer les finances pour la mise en œuvre des actions d'adaptation.

Le Chef de la délégation chinoise, So Wei, se référant évidemment aux Etats-Unis, a demandé aux pays développés qui attendaient pour que les pays en développement agissent de penser à l'avenir. « Les pays en développement vous ont déjà laissés derrière, et on ne peut plus nous utiliser comme excuse pour votre incapacité d'agir », a dit So Wei. « Réveillez-vous et constatez que le Sommet de Copenhague n'est que quelques kilomètres d'ici, vous avez beaucoup à faire pour pouvoir vous rattraper. Si non, vous n'allez échouer dans la course vers Copenhague et au-delà », a-t-il ajouté.

La Chine a dit qu'elle prend au sérieux la menace du changement climatique et a déjà intégré les réponses à donner à ce phénomène dans le développement social et économique du pays. La lutte contre le changement climatique est devenue une partie intégrante de sa stratégie de développement durable national. La Chine continuera à faire preuve d'initiative dans le rôle qu'elle joue au niveau des négociations et à tout faire pour contribuer à la réalisation d'un résultat ambitieux, bien fondé, significatif et contraignant à Copenhague.

Shyam Saran, envoyé spécial du Premier ministre de l'Inde sur le changement climatique, a rejeté de façon catégorique les tentatives de déclarer déjà l'échec de Barcelone et de minimiser les attentes de Copenhague.

Il a souligné le fait que l'Inde n'est pas disposée à y renoncer à ce stade et a maintenu l'audace d'espérer soutenir un résultat juridiquement contraignant au niveau international qui équivaut à relever les défis urgents et incontestables du changement climatique dans le monde. L'Inde a dit que si ceux qui ont promis d'être à l'avant-garde veulent se laisser devancer, en tant que pays en développement, elle ne ralentira pas ses efforts. A plusieurs égards, les pays en développement font déjà beaucoup plus au sujet du changement climatique que leurs partenaires des pays développés. Ils se tournent en rond. « Je vous montrerai mes objectifs lorsque vous me montrez les vôtres », a dit M. Saran (se référant aux pays développés, refrain).

Pour arriver à un résultat concret à Copenhague, l'Inde a dit qu'une composante clé qui manque est la volonté des Parties à l'Annexe I de proposer des objectifs de réduction importante d'émissions à long terme et à court terme. Les Parties au Protocole de Kyoto doivent le faire dans le cadre de leurs obligations légales. Ils doivent s'engager à des objectifs spécifiques juridiquement contraignants pour la seconde période d'engagement qui commence en 2013. Les pays qui ne sont pas parties au Protocole de Kyoto doivent s'engager aux engagements comparables, ce qu'ils sont obligés de faire dans le cadre du Plan d'Action de Bali.

Quel que soit le résultat qui sera réalisé à Copenhague, l'Inde a dit que les Parties doivent s'assurer que le CNUCCC après Copenhague reste toujours la base d'une action pour le changement climatique au niveau mondial. Le Plan d'Action de Bali continuera aussi à assurer le mandat pour tout travail ultérieur et les Parties doivent se protéger contre un résultat faible déclaratoire qui devient par la suite le modèle pour le travail futur, ce qui serait un revers.

Mootaz Ahmadein d'Egypte a dit que quelques progrès ont été réalisés, bien que ceci ne se fasse pas sentir sur tous les fronts. Il y avait toujours des différences au niveau de plusieurs aspects fondamentaux, en particulier la nature et l'envergure des attentes des pays tant développés qu'en développement ; la différenciation de responsabilités entre les pays développés et les pays en développement ; les sources et le montant des besoins de financement pour faire face aux conséquences du changement climatique ; l'ampleur et le rôle des marchés et du secteur privé au niveau du financement des actions d'adaptation et de réduction dans le monde en développement ; et si ces mécanismes suffisent pour répondre aux obligations financières et de transfert de technologie des pays en développement dans le cadre de la Convention. Le résultat qui sera réalisé à Copenhague doit donc refléter l'équilibre fragile qui existe entre ces considérations.

Mais en réalité, les perspectives des deux groupes sont différentes de ce résultat qui est juridiquement contraignant : les pays liés par l'Annexe I s'attendraient aux engagements de réduction de la part de toutes les Parties. Ils voudraient aussi que les pays en développement participent aux efforts de financement. De l'autre côté, l'Egypte et d'autres pays en développement s'attendent à ce que les pays développés s'engagent juridiquement et respectent le financement et le transfert de technologie en faveur des actions de réduction et d'adaptation.

« Nous cherchons un engagement solide et sérieux pour les objectifs de réduction d'émissions à moyen et à long terme de la part des Parties à l'Annexe I », a souligné l'envoyé égyptien ». L'Egypte a souligné que les différences conceptuelles doivent être abordées. Le moment est venu de comprendre que modifier la Convention ou déplacer les poteaux a pris fin ».

Nos partenaires doivent comprendre que, avant de demander à d'autres personnes de s'engager à nouveau, on doit commencer à mettre en œuvre ses propres engagements en vue de donner le bon exemple. Dans ce contexte, il pourrait être utile de commencer à penser à la rationalisation objective du texte, en éliminant les concepts controversés qui ne font pas partie du Plan d'Action de Bali, ou de la Convention et de transférer les questions ayant trait au Protocole de Kyoto à l'AWG-PK, a dit l'envoyé égyptien, en ajoutant que 'les parties doivent comprendre que la réussite du

sommet de Copenhague dépendra de la volonté politique de ceux qui disposent des moyens financiers et technologiques pour aborder les défis posés par le changement climatique’.

L’Afrique du Sud a exprimé sa déception face au manque de volonté politique des Parties des pays développés. ‘Au lieu de faire preuve de qualités de leadership, ils laissent les finances aux marchés et veulent que les pays en développement en souffrent. La technologie est laissée à la coopération. Les coûts liés à l’adaptation doivent être financés par les pays en développement. Il n’y a pas eu de progrès au niveau des négociations de Barcelone. Il y a lieu de renforcer le régime climatique qui résout la crise climatique et soutient le développement durable’.

L’Afrique du Sud a rejeté un résultat affaibli sous forme d’une déclaration politique. Elle veut un résultat à deux pistes juridiquement contraignant, pour l’amendement à l’Annexe B du Protocole de Kyoto (pour des réductions globales et individuelles des émissions pour les pays développés pendant la seconde période d’engagement) et un résultat séparé et juridiquement contraignant au niveau de la piste de Copenhague.

La Grenade, au nom de l’Alliance des Petits Etats Îlots (AOSIS), a dit que le Groupe ne se déplacera pas à Copenhague pour réaffirmer le statu quo. Il y a lieu de travailler avec un sens accru d’urgence pour arriver à un résultat ambitieux et global qui préserve la nature juridique des engagements dans le cadre du CNUCCC et du Protocole de Kyoto. Pendant 15 ans, on dépendait des décisions de la Conférence des Parties.

Préoccupations

Les états membres de l’AOSIS voulaient un résultat juridique et non des décisions de la Conférence des Parties. Ils ont exprimé une profonde préoccupation au sujet de quelques éléments qui voulaient réduire les attentes collectives au niveau de la forme juridique et de la substance du résultat. Ils ont dit que la solution ne réside pas dans les faibles déclarations politiques mais dans la conclusion d’un accord juridiquement contraignant qui est à la hauteur de l’envergure et de l’importance du changement climatique. Ils ont lancé un appel à la conclusion d’un deal juridique.

S’exprimant au nom du Groupe Africain, l’Algérie a souligné la nécessité de nouveau fonds qui doivent représenter 1,5% du PIB mondial pour soutenir l’atténuation et la réduction de la vulnérabilité aux effets du changement climatique et développer la résilience. Elle a mis l’accent sur les résultats du processus à deux voies dans le cadre du AWG-KP et AWG-LGA à Copenhague.

L’une servira à l’amendement de l’Annexe B au KP (réduction des émissions de l’Annexe 1 sur les parties pour la seconde période d’engagement) et l’autre aboutira à un résultat contraignant dans le cadre d’une convention. S’il n’y a pas de résultat au niveau du processus de Kyoto, il n’y aura pas de résultat contraignant l’issue du AWG-LCA. Il faudra assez de volonté politique et des progrès dans les négociations.

Frustration

La Bolivie a exprimé des sentiments mitigés et des frustrations au titre des négociations. Elle a fait remarquer que les pays développés doivent payer leur dette historique vis-à-vis les pays en développement pour leurs émissions et doivent en conséquence s'engager à effectuer des réductions importantes des émissions pour la seconde période d'engagement dans le cadre du Protocole de Kyoto et accomplir le mandat du Plan d'Action de Bali. Le pays de l'Amérique Latine a rejeté les efforts des pays développés destinés à convaincre les pays en développement de se fier au marché pour obtenir des fonds, alors que la confiance au marché a abouti à la dévastation dans la vie des millions de personnes suite à la crise financière.

La Norvège a déclaré que suite à la conférence de Bali, elle avait l'impression qu'il y aurait un traité à ratifier mais cette impression est maintenant peu réaliste. Une décision politique doit préciser que le résultat final doit être ratifié.

Les pays industrialisés doivent jouer un rôle principal avec la participation de tous les pays en développement à l'exception des PMA. Il faudra aussi des mécanismes supplémentaires pour élargir les marchés.

S'exprimant au nom du Groupe Faïtier (les pays membres européens qui ne sont pas membres de l'UE), l'Australie a déclaré qu'il était ravi des progrès réalisés à Barcelone. Son objectif à Copenhague serait d'assurer un résultat robuste, global et obligatoire sur le plan juridique qui permettra de réduire considérablement les émissions. Il faudra des réductions assez importantes au niveau des pays développés en vue de prendre en compte dans la mesure du possible l'accroissement des émissions futures des pays en développement. Elle a invité les principaux pays en développement à intérioriser leurs promesses.

Les Etats-Unis ont fait comprendre que des progrès importants ont été réalisés à Barcelone. Ils ont déclaré que les questions étaient compliquées et exigeaient une transformation totale du système énergétique. La contribution de tous les pays est nécessaire car ils veulent voir un accord efficace et équitable.

L'Union Européenne a déclaré qu'elle veut un accord ambitieux qui permettrait de maintenir l'augmentation de la température à moins de 2 degrés Celsius. Il faudra évoluer à partir du Protocole de Kyoto en y ajoutant les éléments essentiels en vue de le transformer en un accord juridiquement obligatoire sur le plan international. Il s'agit notamment des objectifs quantifiés de réduction des émissions, des mécanismes de flexibilité, l'usage des terres, le changement de l'usage des terres, les mécanismes d'application et un cadre pour des actions renforcées en faveur des pays en développement.

Accord

Les parties doivent convenir d'une réduction mondiale de 50% des émissions d'ici 2050, avec une réduction de 80 à 95% par rapport aux niveaux de 1990 dans les pays développés. Concernant les objectifs de 2020, les pays développés doivent réduire avec urgence 30% des émissions alors que les pays en développement effectuent une réduction de 15 à 30% de leurs émissions. Concernant le financement, l'EU a indiqué que les financements publics et privés sont tous importants.

Elle a également souligné qu'il faut un déboursement rapide des fonds dont le montant s'élève de 5 à 6 milliards d'euros pendant les trois premières années de l'Accord de Copenhague. Le Japon a ajouté qu'un nouvel instrument juridique efficace et équitable est nécessaire après 2012. Le Japon a également suggéré que toutes les parties doivent clarifier leurs actions de mitigation aux fins d'inclusion dans l'instrument international.

Meena Raman écrit pour SUNS publié par Third World Network, Malaysia